
JEAN EL GAMMAL

LES COURANTS MONARCHISTES SOUS LA III^e RÉPUBLIQUE

DES MONARCHISTES ENTRE 1870 ET 1940, il a souvent été question, au travers d'épisodes parfois spectaculaires, d'engagements ou d'entreprises plus ou moins discrets, de filiations ou de traditions politiques, ou encore de tentatives de renouveau ou de synthèse¹. Le recul électoral de forces qui avaient obtenu une écrasante majorité en sièges lors du scrutin de février 1871 a également été souvent commenté. On se proposera ici surtout une réflexion sur les origines, les rythmes et les manifestations de ce qui, dès l'abord, apparaît comme un déclin, voire une marginalisation, d'autant plus frappants que les royalistes avaient été si longtemps associés à l'État, les bonapartistes représentant beaucoup plus brièvement une nouvelle forme de monarchie dans l'histoire nationale. A plus d'un siècle de distance, il semble presque naturel que la république se soit enracinée : mais cela n'allait nullement de soi au seuil des années 1870, et il fallut une vingtaine d'années pour que l'on pût commencer à mesurer la consolidation du régime, les idées monarchistes, bien affaiblies, ne disparaissant pas pour autant. Pour tenter de comprendre cette perte d'influence, il faut faire intervenir des paramètres divers, relatifs aux luttes électorales, aux modes d'organisation, aux cultures politiques, ainsi qu'au pouvoir et à ses représentations. Pour ce faire, trois phases principales seront examinées. La première, sans doute la plus importante, va de la guerre de 1870-1871 au triomphe des républicains de gouvernement. La deuxième, à partir du milieu des

95

1. Mentionnons d'entrée les principaux ouvrages intéressants notre sujet : René Rémond, *Les Droites en France*, Paris, Aubier, 1992, et Jean François Sirinelli, *Histoire des droites en France*, Paris, Gallimard, 1992, 3 vol. ; ainsi que le livre classique de Jean-Marie Mayeur, *La Vie politique sous la Troisième République*, Paris, Éd. du Seuil, 1984.

années 1880, s'étend jusqu'au premier conflit mondial, mettant en cause les identités politiques des courants monarchistes. De 1914 à la chute de la III^e République, des cycles politiques contrastés se succèdent, mais les droites royalistes ou bonapartistes ne disposent le plus souvent que d'un poids très limité.

I. DES ESPOIRS AUX MÉCOMPTES

96 En septembre 1870, les tenants des monarchies n'ont guère de marge de manœuvre : les bonapartistes ont été chassés du pouvoir, et les royalistes, qu'ils soient légitimistes ou orléanistes, sont réduits au rôle de spectateurs, face au nouveau gouvernement de la Défense nationale, dans un climat d'union patriotique, qui entraîne du reste, sur le plan militaire, bien des conservateurs. En l'espace de quelques mois, la situation politique se modifie, les efforts de Gambetta et de ses proches n'ayant pu aboutir à la libération du territoire national. Dans une grande partie de l'opinion, surtout dans le monde rural et les villes petites ou moyennes, sauf à l'Est, les aspirations à la paix se précisent et l'hostilité à l'égard de Gambetta grandit. Le gouvernement provisoire ayant accepté l'armistice, et le gouvernement allemand exigeant de traiter avec un pouvoir issu d'élections, les royalistes constituent hâtivement, au début de février 1871, des listes favorables à la paix. C'est cette orientation qui leur permet d'obtenir une majorité considérable, de l'ordre des deux tiers, à l'Assemblée nationale. Les bonapartistes², alors discrédités, n'étant qu'une poignée, les légitimistes et les orléanistes constituent à parts sensiblement égales cette majorité, dans laquelle les républicains voient l'expression, à la fois politique et sociologique, d'une France du passé.

Incontestablement, le résultat de ce scrutin crée une contradiction entre la forme du régime et l'orientation de la représentation parlementaire. Parmi les orléanistes et surtout les légitimistes, renaissent les espoirs d'une restauration. Adolphe Thiers n'est en effet que le chef du pouvoir exécutif de la République française, en février 1871. Après la répression de la Commune, le comte de Chambord, petit-fils de Charles X, est amené à préciser ses intentions. Il le fait en des termes tels, dans le manifeste paru le 5 juillet 1871, qui contient la phrase fameuse :

2. A leur sujet, voir Bernard Ménéger, *Les Napoléon du peuple*, Paris, Aubier, 1988, 3^e partie, « Le crépuscule du bonapartisme populaire ».

« Français, Henri V ne peut abandonner le drapeau de Henri IV », que ses principes contre-révolutionnaires ressortent avec éclat. Si ses vues politiques ont été parfois caricaturées, il a largement contribué à s'exclure du jeu politique, à la grande satisfaction des républicains, ainsi que de nombre d'orléanistes et du comte de Paris, fort réticent face à la perspective de l'accession au trône du comte de Chambord.

En outre, les élections partielles, à partir de juillet 1871, montrent clairement que le vote de février avait revêtu un caractère exceptionnel. Les républicains remportent de nombreux succès, notamment grâce à l'habileté de Gambetta, et les royalistes voient leur majorité s'effriter. Certes, ils causent la chute de Thiers au 24 mai 1873, et élisent le maréchal de Mac-Mahon à la présidence de la République, avant de soutenir la politique d'ordre moral du duc de Broglie. Au début d'août 1873, le comte de Paris paraît s'effacer au profit du comte de Chambord. Mais celui-ci montre par une lettre publiée le 29 octobre qu'il n'entend pas transiger sur ses principes. De plus, légitimistes ultramontains et orléanistes plutôt gallicans ne peuvent durablement s'accorder, d'autant que les légitimistes les plus ardents, les « cheveu-légers », voient avec amertume le comte de Chambord tenu à l'écart. La majorité d'ordre moral éclate en mai 1874.

97

Nonobstant la difficulté des négociations entre républicains modérés et centre droit orléaniste, l'institutionnalisation du régime – hâtée par quelques succès bonapartistes aux élections partielles, qui inquiétaient les autres courants – fut le résultat de l'absence d'une véritable alternative monarchique. Bien entendu, arrière-pensées et calculs politiques ne manquent pas, les orléanistes comptant sur l'existence d'un Sénat élu au suffrage indirect et sur la présence de Mac-Mahon – dont le mandat avait été fixé à sept ans peu après la publication de la lettre d'octobre 1873 du comte de Chambord – pour faciliter, le moment venu, la restauration du comte de Paris. Mais ces calculs se révèlent assez rapidement vains, après le vote des lois constitutionnelles de 1875, même si des républicains parlent de « constitution orléaniste ». Une courte majorité conservatrice au Sénat – qu'avait réduite l'élection de sénateurs inamovibles massivement républicains, en raison du concours de légitimistes intransigeants³ – contraste avec la très nette domination républicaine à la Chambre, après les élections législatives de février-

3. Voir Jean-Marie Mayeur et Alain Corbin (dir.), *Les Immortels du Sénat 1875-1918. Les cent seize inamovibles de la Troisième République*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1995.

mars 1876. De plus, au sein des droites, les royalistes connaissent un spectaculaire revers, les bonapartistes, mieux organisés et s'appuyant sur leurs anciens fiefs électoraux, obtenant la moitié des sièges qui échappaient aux républicains.

Et si, après avoir déclenché la crise du 16 mai 1877 en provoquant la démission du président du Conseil, le républicain fort modéré Jules Simon, le président de la République obtint du Sénat la dissolution de la Chambre, conformément à la lettre des lois constitutionnelles, l'entreprise échoua. Le ministère de Broglie-Fourtou, en usant de pressions administratives et de la candidature officielle, essaya de peser sur le corps électoral. Mais les républicains firent bloc, alors que les droites étaient toujours divisées et présentées par leurs adversaires comme des forces de désordre. En octobre 1877, la majorité républicaine fut peu entamée – et les invalidations qui suivirent la renforcèrent.

A la fin des années 1870, les monarchistes continuent à subir des échecs lourds de conséquences : l'insuccès lors des élections municipales de 1878 suscite la perte de la majorité au Sénat lors du renouvellement de janvier 1879, qui précède de peu la démission de Mac-Mahon, remplacé par le républicain Jules Grévy. Dès lors, les monarchistes sont écartés de tous les centres du pouvoir national. Cette même année 1879, meurt en Afrique le prince impérial, fils unique de Napoléon III et de l'impératrice Eugénie, qui portait les espoirs des bonapartistes. Deux ans après les élections législatives de 1881, marquées par le découragement de la plupart des monarchistes, qui entraînent le succès d'une imposante majorité de républicains de gouvernement, le comte de Chambord meurt dans son exil autrichien de Frohsdorf. Certes, nombre de ses partisans se rallient – non sans réticences – au comte de Paris, d'autres soutenant les Bourbons d'Espagne. En tout cas, la maigre minorité conservatrice n'a pu que protester en vain contre les réformes républicaines qu'elle désapprouvait, notamment en matière de laïcité. Les perspectives politiques sont fort limitées pour les droites, et la révision constitutionnelle d'août 1884 semble encore les restreindre, car elle exclut que la forme républicaine du gouvernement fasse l'objet d'une proposition de révision et rend inéligibles à la présidence de la République les membres des familles ayant régné sur la France.

Ainsi, au terme de cette première phase, le bilan apparaît-il très négatif, notamment pour les royalistes, si l'on compare leur situation à celle, il est vrai particulière, de février 1871. Quant aux bonapartistes, cinq ans après la mort du prince impérial, ils sont encore affaiblis par la rupture intervenue entre le prince Jérôme Napoléon, incarnation d'un

certain bonapartisme « de gauche », volontiers anticlérical, et son fils Victor, soutenu par les impérialistes conservateurs.

II. ALÉAS DE LA FIN DU SIÈCLE ET MÉTAMORPHOSES DES IDENTITÉS

Pourtant, à compter des élections de 1885, les monarchistes, dans le cadre d'une union des droites assez soigneusement organisée, enregistrent un redressement, notamment en raison de la crise économique et de l'impopularité des expéditions coloniales, dont pâtissent les républicains opportunistes. Grâce à la discipline républicaine, requise entre les deux tours, les droites ne disposent que d'un tiers des sièges à la Chambre. Mais elles paraissent à nouveau menaçantes, ce qui conduit les républicains à voter en juin 1886 l'expulsion des chefs des familles ayant régné sur la France – disposition qui s'appliquera jusqu'en... 1950.

99

En cette année 1886, les monarchistes sont nettement hostiles au ministre de la Guerre, le général Boulanger, non seulement pour des raisons de politique intérieure, mais parce qu'ils voient en lui un belliciste. Ils contribuent d'ailleurs à la chute du gouvernement Goblet, en mai 1887, parce que Boulanger a paru prendre une attitude agressive lors de l'affaire Schnaebelé – du nom d'un commissaire français arrêté en Allemagne. Ce n'est qu'une fois Boulanger chassé de l'armée, en mars 1888, et surtout quand sa campagne plébiscitaire paraît ouvrir des perspectives – d'autant que le général, qui disposait déjà d'appuis à gauche et à l'extrême gauche, a multiplié les promesses à ses interlocuteurs de droite –, qu'ils le soutiennent lors des élections partielles. Les partisans du comte de Paris, nettement plus fortunés que les bonapartistes, mettent en outre à sa disposition des sommes considérables. Mais le rôle assez peu discret des monarchistes – ainsi que la coïncidence du centenaire de la Révolution française et de l'Exposition universelle – facilite en 1889 la contre-offensive des républicains, d'autant que Boulanger, poussé à l'exil puis condamné en Haute Cour sous prétexte de complot, est en partie discrédité. Si la coalition des adversaires du régime, lors de la campagne pour les élections législatives de 1889, est dominée par les royalistes, pour des raisons largement financières, les droites subissent, cette fois au scrutin d'arrondissement – rétabli pour pallier un éventuel raz de marée hostile au régime – et malgré des succès locaux, un nouveau revers stratégique, n'obtenant que 168 députés. Pour une part, elles ont renoncé à leur identité en s'abritant derrière le

très vague programme boulangiste de révision. En un sens, Boulanger a été le « fossoyeur de la monarchie⁴ ».

Une nouvelle fois désespérés, sinon découragés, les monarchistes sont par la suite poussés par le pape Léon XIII à accepter la forme républicaine du régime, pour mieux défendre les intérêts des catholiques. Ce mouvement de ralliement suscite bien des réticences et des refus de la part de personnalités conservatrices, mais, à compter de 1892, un des porte-parole les plus éloquents des royalistes, le comte de Mun, se rallie, tandis que d'autres figures de la droite, comme le baron de Mackau, organisateur de l'union des droites en 1885, renoncent à combattre le régime.

Malgré le scandale de Panama, les élections législatives de 1893 marquent un effondrement électoral des monarchistes, qui passent d'environ 3 millions de suffrages à 1 million, et, avec une cinquantaine de députés, ont sensiblement le même nombre d'élus que les socialistes, qui n'étaient jusqu'alors qu'une douzaine. Dorénavant, les monarchistes, qui ont connu au fil des renouvellements un fort recul au Sénat, ne constituent plus qu'une force parlementaire accessoire. Quant à leurs comités, s'ils sont en relation avec les prétendants⁵ par l'intermédiaire de leurs représentants, ils entrent bien souvent en léthargie, et ils ne disposent pas de structures partisans, alors que celles-ci sont apparues ou commencent à apparaître chez les différents courants républicains. A la faiblesse des effectifs parlementaires et du nombre des militants – le terme ne s'appliquerait guère alors qu'à quelques jeunes monarchistes – s'ajoute une sorte de maladie de langueur, encore accentuée après la mort du comte de Paris, en 1894. Certes, sous le ministère Méline, entre 1896 et 1898, les radicaux accusent les modérés de se montrer complaisants avec les monarchistes, mais l'influence de ces derniers est assez réduite.

Pendant l'affaire Dreyfus, en liaison, pour une part, avec l'antisémitisme – Drumont est un nostalgique de l'Ancien Régime, mais méprise les monarchistes –, un nationalisme de droite s'affirme plus nettement que lors de la crise boulangiste. Les monarchistes traditionnels se trouvent pour la plupart⁶ face à une alternative : soit ils donnent des

4. Voir Philippe Levillain, *Boulanger, fossoyeur de la monarchie*, Paris, Flammarion, 1982.

5. La mort du prince Jérôme, en 1891, a permis à son fils de devenir le seul prétendant bonapartiste, mais les comités sont divisés et le prince Victor, en exil à Bruxelles, peu actif : voir Bernard Ménéger, *op. cit.*, p. 347-348.

6. Certains, fort peu nombreux, ont soutenu la révision du procès de Dreyfus : ce fut le cas de Jacques Hervé de Kérohant, frère du directeur du quotidien orléaniste *Le Soleil* – ce qui lui valut d'être évincé de ce journal : voir les indications fournies par Pierre Albert, in Claude Bellanger et al. (dir.), *Histoire générale de la presse française*, Paris, PUF, t. 111, 1972, p. 321.

gages aux antidreyfusards les plus véhéments ou encouragent leurs entreprises – ce que fit le duc d'Orléans, fils de feu le comte de Paris –, soit ils demeurent en retrait en continuant à cultiver leurs nostalgies. En tout état de cause, leurs références n'ont plus guère cours. Du reste, en 1901-1902, à l'approche d'un nouveau scrutin et alors qu'une nouvelle vague d'anticléricalisme a commencé, certains monarchistes adhèrent à l'Action libérale populaire, créée par deux personnalités ralliées, Jacques Piou et Albert de Mun⁷.

C'est au seuil du nouveau siècle, lorsque Maurras, qui a publié son *Enquête sur la monarchie*, prend la direction du petit groupe d'Action française⁸, qu'est formulée politiquement une nouvelle doctrine royaliste nourrie d'influences diverses et intellectuellement ambitieuse⁹, à l'enseigne du « nationalisme intégral », c'est-à-dire assez différente du royalisme traditionnel, même si la part de l'héritage est largement revendiquée. Maurras et ses amis constituent en 1905 la Ligue d'Action française, en 1906 un Institut du même nom, puis lancent leur quotidien en 1908. Leur activisme au moins apparent, symbolisé par la présence dans le Quartier latin des Camelots du roi, éveille les préventions d'une partie des royalistes de tradition, qui se méfient aussi de l'agnosticisme de Maurras, thuriféraire du catholicisme et de Pie X, mais hostile aux valeurs chrétiennes. Il reste que l'Action française parvient à prendre le contrôle en 1911 du bureau politique du duc d'Orléans. De leur côté, après une longue éclipse, les comités bonapartistes s'efforcent de se réorganiser – mais cela prêle peu à conséquence.

101

A la veille de la guerre, les monarchistes, malgré ces initiatives, sont bien affaiblis. A la Chambre, il ne subsiste plus qu'une quinzaine de royalistes, pour la plupart élus de circonscriptions très catholiques. Alors que l'Action libérale populaire, tout en subissant des revers électoraux, s'est assez bien développée, il n'existe pas de véritable parti royaliste ou bonapartiste¹⁰. Il est vrai que l'absence d'un tel mode d'organi-

7. Voir Pierre Lévêque, *Histoire des forces politiques en France*, Paris, Armand Colin, 1994, t. 2, p. 36-39.

8. On se référera toujours au livre d'Eugen Weber, *L'Action française*, Paris, Fayard, rééd., 1985 ; voir aussi les articles « Action française » et « Maurras », dus à Jacques Prévotat, in Jean-François Sirinelli (dir.), *Dictionnaire historique de la vie politique française au XX^e siècle*, Paris, PUF, 1995, p. 12-15 et 644-647.

9. Voir Victor Nguyen, *Aux origines de l'Action française. Intelligence et politique à l'aube du XX^e siècle*, Paris, Fayard, 1991.

10. A propos de l'ALP et de l'Action française, voir les remarques de Raymond Huard, in *Naissance du parti politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 1996, p. 108-117.

sation répondait assez bien aux différentes traditions des monarchistes, détracteurs de l'esprit de parti et adversaires de la logique politique républicaine. En tout cas, le régime apparaissait solidement enraciné.

III. VERS LES MARGES DU CHAMP POLITIQUE

Lors du premier conflit mondial, notamment en raison de l'union sacrée, la situation politique des monarchistes évolue partiellement. Ils sont certes toujours écartés des sphères de décision, même si l'orléaniste – peu favorable à l'Action française – Denys Cochin entre au gouvernement comme ministre d'État en octobre 1915 et détient des fonctions ministérielles jusqu'en août 1917¹¹. Mais *L'Action française* soutient l'effort de guerre en dénonçant les « complices » réels ou supposés de l'Allemagne, et son audience s'élargit. Le journal prodigue des louanges
102 à Clemenceau, qu'il n'avait pas épargné avant la guerre.

Dans le prolongement de l'union sacrée, quelques monarchistes plus ou moins ralliés sont élus sur des listes du Bloc national – notamment des bonapartistes dans le Sud-Ouest – mais l'Action française est tenue à l'écart et ne dispose que de moins de 30 députés sympathisants, même si l'un de ses leaders, Léon Daudet, a été élu dans la capitale¹². Toujours est-il que la conjoncture de la fin 1919, dans une France victorieuse où – si le slogan « L'Allemagne paiera » a beaucoup d'écho, de même que certains thèmes nationalistes – les idées monarchistes ne semblent pas plus répandues qu'avant la guerre, n'a rien à voir avec celle de février 1871. Sans doute l'Action française, qui exerce une certaine attraction dans une partie des milieux étudiants et intellectuels, améliore-t-elle son organisation et cherche-t-elle à jouer un rôle plus actif, en faisant pression sur le Bloc national.

Mais les élections de 1924, qui voient la défaite de ce dernier, entraînent l'échec de nombre des députés proches de la Ligue, ainsi que celle de Léon Daudet. Après avoir exprimé, parfois violemment, son hostilité au Cartel des gauches, la Ligue voit son audience compromise par la condamnation émise par Pie XI, en décembre 1926, pour cause d'esprit de division et d'absence de conformité aux dogmes catholiques.

11. Voir Jean-Marie Mayeur, *op. cit.*, p. 240 et 245.

12. Voir Eugen Weber, *op. cit.*, p. 151-152. Léon Daudet, qui s'était montré discret sur son royalisme – il est vrai bien connu – pendant la campagne, décrit avec truculence et férocité son expérience parlementaire dans l'un de ses nombreux volumes de souvenirs, *Député de Paris*, réédité dans *Souvenirs et Polémiques*, Paris, Laffont, 1992 (éd. Bernard Oudin).

Maurras refuse de s'incliner, mais le fer de lance du monarchisme en France n'en est pas moins atteint. Du côté bonapartiste, les initiatives sont pour le moins réduites, encore que les Jeunesses patriotes, dirigées par un ancien responsable des Jeunesses plébiscitaires de la Seine, Pierre Taittinger, se situent en partie dans cette mouvance, tout en prolongeant l'héritage de la Ligue des patriotes. De toute manière, sa virulence à l'égard du Cartel des gauches fait place à une bienveillance marquée vis-à-vis de l'Union nationale conduite par Raymond Poincaré, à partir de juillet 1926.

Après une période plus calme, dominée par les droites républicaines, la situation se tend à nouveau. En raison de la crise, de la victoire du « second Cartel » en 1932 et de l'instabilité ministérielle, les ligues de droite et d'extrême droite se multiplient et s'efforcent d'exploiter la conjoncture contre le régime. L'Action française se montre très agressive, mais elle n'est que l'une des organisations qui participent à la journée du 6 février 1934. La crise qui se déroule alors, malgré l'augmentation du tirage du journal, n'entraîne nullement un regain des idées monarchistes. Non seulement Maurras n'a rien fait pour traduire en actes ses violentes diatribes contre le régime – ce qui déçoit nombre de ses jeunes admirateurs – mais l'Union nationale, reconstituée sous la conduite de Gaston Doumergue, ne doit rien à l'Action française.

103

Face au Rassemblement populaire, Maurras et son journal en viennent à pratiquer une sorte de surenchère dans la polémique¹³. Après l'agression, perpétrée par des Camelots du roi – qui venaient du reste d'être exclus de l'Action française –, dont est victime Léon Blum, lors des obsèques de Jacques Bainville, en février 1936, la Ligue est dissoute, ainsi que les Camelots et les Étudiants d'Action française. Condamné à huit mois de prison après ses appels au meurtre contre Léon Blum, Maurras est incarcéré à la fin d'octobre 1936, dans des conditions d'ailleurs assez confortables, et non sans recevoir des marques d'amitié de divers horizons. Libéré en juillet 1937, il est élu à l'Académie française en juin 1938 et célébré lors de nombreux meetings d'hommage. Mais la rupture avec le duc de Guise et surtout son héritier, le comte de Paris, latente depuis 1934, est avérée depuis novembre 1937. Certes, elle n'affecte guère les fidèles du journal¹⁴. Il n'en demeure pas moins qu'en

13. Voir le livre récent de Jeannine Verdès-Leroux, *Refus et Violences. Politique et littérature à l'extrême droite, des années 30 aux retombées de la Libération*, Paris, Gallimard, 1996, p. 45-70.

14. Voir Eugen Weber, *op. cit.*, p. 449.

raison de son isolement, comme le note James Mc Cearney, « les moyens d'action dont dispose Maurras touchent à leur nadir au moment même où son prestige personnel atteint son apogée¹⁵ ». Politiquement – il convient d'ailleurs de mettre à part les menées des activistes de la « Cagoule », qui n'étaient du reste pas tous monarchistes d'origine¹⁶ –, il ne dispose avec ses amis que d'une place limitée à droite et à l'extrême droite. Des organisations non monarchistes comme le Parti social français du colonel de La Rocque, ou, dans un genre différent et une moindre mesure, le Parti populaire français de Doriot, ont une audience plus large.

104 Il reste que la situation, à la fin des années trente, est assez complexe, en raison de la présence de nombreux monarchistes dans la presse d'extrême droite et de la persistance vraisemblable d'un certain royalisme culturel, alors même que le gouvernement Daladier semble conforter son autorité, du moins jusqu'au début de 1940, avant d'être remplacé par le cabinet Reynaud en mars. Comme l'on sait, la débâcle de mai-juin bouleverse la donne politique et permet à nombre de monarchistes – parmi d'autres courants – de s'intégrer à l'entourage du maréchal Pétain. Mais il est difficile de voir là un notable regain de conceptions monarchistes : c'est plutôt, dans des circonstances dramatiques, le mythe du sauveur qu'exploitent les thuriféraires du maréchal Pétain.

Si l'on s'en tient à l'étude des années 1870-1940, les monarchistes ont connu une incontestable perte d'audience, même si le processus n'est pas entièrement linéaire. Leurs références traditionnelles sont devenues presque absentes, dans les débats parlementaires, et le seul renouvellement d'importance correspond à la synthèse opérée par Charles Maurras. Mais elle a été formulée au tournant du siècle, et ne subit guère d'adaptations par la suite, tandis que le vieillissement des dirigeants de l'Action française accuse le contraste entre discours mêlant doctrine et polémique, et, d'autre part, faiblesse des moyens d'action réels de la seule Ligue qui déclare encore vouloir le rétablissement de la monarchie. Pour leur part, les bonapartistes se sont peu à peu effacés du paysage politique, parfois en se fondant dans des organisations de droite. Dès lors, les courants monarchistes devenaient de plus

15. *Maurras et son temps*, Paris, Albin Michel, 1977, p. 238.

16. Voir la notice établie par Dominique Borne dans le *Dictionnaire historique de la vie politique française au XX^e siècle*, op. cit., p. 122-124.

en plus extérieurs aux sphères de l'action politique. Néanmoins, des traditions et des réminiscences, plus ou moins explicites et volontaires, ont persisté. Il pouvait difficilement en aller autrement, même si le transfert de la politique proprement dite vers les cultures et les sensibilités rend une étude rigoureuse difficile. En tout cas, la question du pouvoir n'était plus du tout posée, pour l'essentiel, en termes dynastiques. Il s'agissait surtout des rapports entre exécutif et législatif et du rôle de l'État. Or, dans le cadre institutionnel de la III^e République, une certaine stabilité fut assurée. Certes, débats et contestations jalonnent l'histoire de la période, mais la figure du souverain, surtout à partir des années 1890, relève plus de l'histoire, du mythe ou de convictions fort minoritaires, que des perspectives concrètes de l'action politique.

R É S U M É

Les courants monarchistes sous la III^e République ont connu assez rapidement un important recul électoral et une perte d'audience auprès de l'opinion. A bien des égards, ils relèvent plus, en tant que tels, de la culture que de l'action politique, même si des influences indirectes peuvent être perçues.